

LA GRÈVE DES AVOCATS MASSIVEMENT SUIVIE

Paralysie totale de toutes les juridictions à Béjaïa

Les avocats sont, depuis hier, en grève à travers toute la wilaya à l'appel de l'Ordre régional des avocats de Béjaïa en signe de protestation contre la dégradation de leurs conditions de travail.

Toutes les institutions judiciaires de la wilaya ont été paralysées par ce mouvement de protestation initié par le barreau de Béjaïa et qui se poursuivra jusqu'à mercredi. Mobilisés pour faire entendre leur voix, les quelque 650 avocats que compte le barreau de Béjaïa ont observé des rassemblements au niveau de l'ensemble des juridic-

tions dépendantes de la cour de Béjaïa pour éructer leur colère devant «la non-prise en considération des préoccupations soulevées par la défense par le passé».

La totalité des audiences programmées par les différentes juridictions de Béjaïa durant ces trois journées de protestation ont été renvoyées suite à la mobilisation massi-

ve des avocats qui accusent ouvertement les autorités locales d'indifférence» quant à la prise en charge de leurs doléances.

Programmée pour hier lundi, l'ouverture de la première session criminelle ordinaire pour l'exercice 2015 au niveau de la cour de Béjaïa, été également renvoyée.

Étalée jusqu'au 26 mars, la première session ordinaire devait traiter, avec une moyenne de deux affaires par jour et parfois trois, 57 affaires liées à divers délits. M^e Mohand-Saïd Djenadi, bâtonnier

au barreau régional de Béjaïa a déploré le manque flagrant de l'encadrement au niveau des juridictions dépendantes de la cour de Béjaïa (déficit en magistrats et greffiers qui, selon lui, entrave le travail des avocats dans la wilaya).

Dans son intervention, le même bâtonnier n'a pas manqué de pointer du doigt le wali de Béjaïa qui tarde à mettre à leur disposition une parcelle de terrain pour la construction d'une Maison de l'avocat de Béjaïa au même titre que d'autres organisations au niveau national. «Toutes

nos demandes pour l'attribution d'une parcelle de terrain, même si on devait la payer, pour la construction d'une Maison de l'avocat, comme c'est le cas dans l'ensemble des autres wilayas du pays, sont restées vaines à ce jour», s'indigne M^e Djenadi tout en s'insurgeant contre «le retard incompréhensible accusé dans le réaménagement des tribunaux saccagés lors des événements de janvier 2011, dont ceux de Kherrata, Amizour, Sidi Aïch et l'annexe de Tazmalt».

A. Kersani

PROBLÈME DU LOGEMENT ET LA TENSION PERMANENTE DANS LA VILLE DE BOUIRA

Le chef de daïra s'explique

Enfin, après plusieurs mois d'attente et surtout de doute, les heureux bénéficiaires retenus sur la liste définitive des 454 logements sociaux, ont été conviés ce lundi au théâtre communal pour connaître leur positionnement au niveau du site, du bloc et de l'étage.

Cette opération qui s'est tenue en public et par tirage au sort, a été bien accueillie par les bénéficiaires qui voyaient là une meilleure façon de couper court à toute intervention concernant le bon endroit ou le meilleur étage à avoir. Cela étant, le chef de daïra, présent sur les lieux, a bien voulu répondre à nos questions en abordant cette question cruciale qu'est le logement au niveau de la ville de Bouira et les tensions permanentes rapportées par la presse surtout depuis août dernier.

Ainsi, et concernant ce tirage au sort, il déclarera que cette opération concerne uniquement les logements octroyés dans le cadre du programme social, en ajoutant que sur les 454 logements sociaux, il y a une partie qui a été achevée à 100 % et pour laquelle les bénéfi-

ciaires pourront prendre possession de leurs logements dans l'immédiat, et il y a une autre partie dont le taux de réalisation avoisine les 80 % et les bénéficiaires vont attendre quelque temps pour prendre possession de leurs logements. Le chef de daïra a rappelé que même si le logement n'est pas achevé à 100%, le fait que le citoyen connaisse l'endroit où est situé son futur logement est déjà un soulagement pour celui-ci. Cela étant, et toujours selon notre interlocuteur, les bénéficiaires qui connaîtront leurs positionnements, doivent signer des engagements pour ne plus demander à l'avenir un autre logement auprès de l'Etat, ensuite, ils devront préparer un dossier pour le présenter à l'OPGI afin de poursuivre la procédure légale en terme de paiement des droits d'accès, etc.

Concernant le recasement et le problème des haouchs de la ville de Bouira, le chef de daïra a précisé que cette opération nécessite du temps puisque, contrairement au logement social où le bénéficiaire prend tout son temps pour déménager, pour les haouchs, ceux-ci doivent être démolis immédiatement après le déménagement des familles qui y habitent. Sachant que les haouchs appartiennent, pour certains d'entre eux, à des particuliers, l'Etat oblige le propriétaire du haouch à démolir lui-même son haouch une fois les locataires ayant bénéficié de recasement, partis. Cela, outre le fait que dans le cadre du recasement, les logements doivent être achevés à 100 % et prêts à recevoir les familles, en termes de commodités.

Enfin, pour la cité Ainouche Hdjila, communément appelée cité évolutive, le chef de daïra dira que dans cette cité de quatre blocs qui totalisent 128 logements de 33 m² chacun, construits dans le cadre du plan Constantine en 1958, l'Etat a octroyé au total 179 logements,

mais les familles habitant les lieux exigent toujours plus de logements. Chose que l'Etat ne pourra satisfaire indéfiniment. Et pour entamer l'opération de déménagement, les responsables de la daïra ont exigé des habitants de cette cité, l'engagement de tous les résidents de chaque bloc à quitter les lieux et ce, afin que l'Etat démolisse la cité immédiatement. «Nous ne pourrions jamais accepter à ce que certaines familles quittent les lieux et d'autres non. Ça sera laisser la porte grande ouverte aux autres familles et même à celles qui y sont déjà et qui refusent le nombre de logements que l'Etat leur a octroyés, de s'accaparer des logements vides», dira-t-il. Cela étant, le chef de daïra rappelle, concernant les logements sociaux, que l'Etat est en train de construire des milliers de logements au niveau du nouveau pôle urbain et les familles qui ont déposé des dossiers dans le cadre du social doivent patienter, tous ceux qui sont dans le besoin auront leurs logements.

Y. Y.

TIPASA

Promotion des formations au profit des métiers dédiés à l'emploi

Ce fut récemment, sous le parrainage de la Direction des établissements de la formation professionnelle et des entreprises économiques locales, que furent organisées des journées d'information et de sensibilisation au profit des métiers dédiés aux jeunes demandeurs de formation.

Près de douze entreprises locales publiques et privées se sont relayées au profit des jeunes en vue de les intéresser à des formations dédiées à l'emploi, à l'instar d'Algérie Telecom, qui a présenté de jeunes promoteurs spécialisés dans la technologie des fibres optiques et du câblage électronique. «Une formation de techniciens supérieurs qui débouche sur un emploi opérationnel dans l'immédiat, cela à la suite de la signature d'une convention tripartite», affirme M. Berrouane, cadre d'Algérie Telecom. La société Tonic, présente à

ces journées est, selon son DRH M. Turki, «un géant qui emploie plus de 2 600 personnes, dispose d'un capital social de 30 milliards de dinars et brasse un chiffre d'affaires de 3 055 millions de dinars, en offrant pour sa part 154 postes dédiés à l'apprentissage, depuis 2012».

L'Angem a présenté pour sa part cinq jeunes promoteurs qui ont été accompagnés dans la réalisation de leurs projets.

Quant à l'Ansej, elle bénéficie d'un engouement sans pareil, en remarquant tous les porteurs de pro-

jets se rapprocher et s'affairer autour de cet organisme. Une recommandation ferme a été donnée cependant par le wali au directeur de l'Ansej lors de la visite du stand : «vous devez promouvoir le système des véhicules ateliers, tout en facilitant au jeune diplômé les moyens d'accès à ces véhicules, outils de travail, afin qu'il soit opérationnel dans les meilleurs délais».

Au niveau du rayon boulangerie-pâtisserie, cinq jeunes promoteurs filles et garçons, du CFPA de Tipasa ont présenté fièrement leurs réalisations, sous les yeux vigilants de leur directeur M. Benaziza ; lors de la visite du stand, ce dernier, très souriant a mis en évidence les petits pains, les croissants, le pain maonis et le pain d'orge. Sa fierté fut grande quand

l'assistance, notamment le wali de Tipasa a marqué son appréciation pour ces produits et celle de voir aussi que tout a été cuit avec art et raffinement, au grand plaisir des visiteurs.

M. Chérifi, le directeur du centre de facilitation, présenta pour sa part aux visiteurs les procédures d'accompagnement et d'assistance au jeune investisseur pour la réussite des projets.

Mais ce furent deux organismes clés de ces expositions qui se sont investis dans les explications au profit des jeunes. Il s'agit de l'Anem, et de l'incontournable Chambre de l'artisanat et de l'art traditionnel dont M. Lakhdari son directeur, donna le chiffre de 516 artisans pour la seule année 2014, où trônent 454 entre-

prises féminines, contre 62 masculines.

On nous précisa en outre que le profil de formation est constitué par 192 diplômes de la formation professionnelle, pour 323 qualifications et agréments de la Chambre de l'artisanat. Cependant, il est à noter que plus de 80% de ces artisans sont localisés au niveau urbain.

Une autre fonction majeure a été présentée à cette occasion par le directeur de la formation professionnelle, M. Arezki Mohamed Ouali, qui présenta l'innovation de cette exposition constituée par la création de bureaux d'accueil et d'information au niveau de chaque CFPA, permettant ainsi l'orientation facilitée vers les 1 800 postes dédiés à l'apprentissage.

Houari Larbi

Mise au point

Dans votre numéro 7408 en date du 16/02/2015, en page 9, votre correspondant de Bouira sous les initiales Y. Y., a publié un article sous le titre «Ils son plus de 200 travailleurs dans des conditions inhumaines», dans lequel il accuse notre entreprise régionale de génie rural Zaccar (Bouira) d'employer des travailleurs dans des conditions inhumaines qui frisent l'esclavagisme et avec des salaires indécents, ce qui suscite, de notre part, cette mise au point :

«Tout d'abord, il faudrait que vous sachiez que l'ERGR Zaccar est une entreprise publique (EPE) qui active en respect du droit de travail et qui est en

train de réaliser des travaux sur le territoire de neuf wilayas dont Bouira.

Concernant l'article en question, il y a lieu de préciser ce qui suit :

1)- Votre correspondant avance un nombre de 200 travailleurs, alors qu'en réalité, ils n'étaient qu'une trentaine venus s'enquérir de l'attribution d'une prime journalière, ces travailleurs, après avoir reçu des explications de la part du responsable local, ont rejoint leurs postes de travail dans la sérénité.

2)- En ce qui concerne les salaires que monsieur Y. Y. qualifie d'indécents, l'opinion publique est en

droit de savoir que ces travailleurs sont employés pour des tâches bien précises moyennant des contrats de travail (établis en langue nationale contrairement à ce qui a été avancé dans votre article), sachez que le recrutement se fait conformément à la loi 90/11 relative à la relation de travail.

Pour plus de précision, ces ouvriers perçoivent un salaire selon les journées réellement travaillées.

Pour le transport, sachez que l'entreprise active dans le monde rural et en forêt et le seul moyen utilisé par agent de terrain est le tracteur.

Revenant à la contradiction relevée dans l'article en question :

Monsieur Y. Y. cite «d'après le représentant du syndicat affilié à l'UGTA», alors qu'il qualifie le président de la section syndicale (agent de sécurité) d'ignare, ceci démontre que l'auteur de cet article a des intentions inavouées contre l'ERGR Zaccar.

Ajoutant à cela, votre correspondant Y. Y. n'a même pas essayé de contacter la direction générale sise à Rouiba et le responsable local qui était en réunion au siège de la direction générale pour avoir des éclaircissements et des explications qui auraient pu donner plus d'objectivité à son «article».

La direction générale de l'ERGR Zaccar